

IGNACE PADEREWSKI



ANITA PRAŻMOWSKA

IGNACE PADEREWSKI

ET LA RENAISSANCE  
DE LA POLOGNE EN 1919

*Traduit de l'anglais par  
Françoise Stonborough*

LES ÉDITIONS NOIR SUR BLANC

Titre original : *Ignacy Paderewski – Poland*,  
dans la série « Makers of the Modern World ».

*First published in English in 2009 by Haus Publishing Ltd, London.*

© by Anita Prazmowska, 2009  
© 2014, Les Éditions Noir sur Blanc,  
Lausanne pour la traduction française  
ISBN : 978-2-88250-356-5

## INTRODUCTION

### La question polonaise

Avant la Première Guerre mondiale, l'État polonais n'existait pas. Pour autant, son absence sur la carte de l'Europe n'allait pas de soi. Au contraire, « la question polonaise », comme on avait fini par la nommer, faisait fréquemment l'objet de prises de position, émanant de politiciens comme de révolutionnaires ou de penseurs progressistes. Au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes fut ajoutée au catalogue des réformes politiques désirables, l'opinion selon laquelle le démembrement du royaume de Pologne avait été une injustice gagna progressivement du terrain. Dès lors, une renaissance de la Pologne ne concernait plus seulement les Polonais, mais on se rendait compte qu'elle aurait des implications à l'échelle européenne, dont il faudrait tenir compte.

L'Union polono-lituanienne (traité de Krewa, 1385) avait été détruite par trois partages successifs. Le premier, en 1772, avait été opéré par la Prusse, l'Autriche et la Russie. Le second, en 1793, n'avait impliqué que la Prusse et la Russie. Le dernier, en 1795, signé par les trois puissances, avait achevé le travail en répartissant entre les signataires les restes de ce qui avait été un grand État centre-européen. C'est en 1919 seulement, avec le rétablissement de la Pologne sur la carte de l'Europe, que les Polonais purent recouvrer leur indépendance. Mais ils

durent alors se résoudre à l'évidence qu'il leur serait impossible de retrouver la Pologne d'avant le partage. Au surplus, les turbulences politiques du XIX<sup>e</sup> siècle avaient engendré de nouveaux dogmes politiques et, dans la foulée, de nouvelles formes de gouvernement et de représentation politique.

\*

En 1386, Jogaila, qui régnait sur la Lituanie, avait épousé Jadwiga, reine de Pologne. Ce mariage avait uni sous une même couronne le royaume de Pologne et le grand-duché de Lituanie. Au fil du temps, cette union s'était révélée tout sauf harmonieuse. Cependant, la prise de conscience que, séparément, ils ne seraient pas de taille à résister aux chevaliers Teutoniques et à la Moscovie avait fini par rassembler les nobles des deux pays. En décembre 1568, les représentants des deux noblesses décidèrent de transformer ce qui était resté une union personnelle en une union formelle, qui prit alors le nom de République des Deux Nations (1569).

Cette Polono-Lituanie était un État multiculturel et multi-confessionnel, qui s'étendait de la Prusse à l'Ouest, à la Moscovie à l'Est, de la Baltique au Nord, à la mer Noire au Sud.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, malgré sa domination sur de vastes territoires, elle deviendra l'objet des convoitises politiques et territoriales de ses voisins. À l'intérieur, le pouvoir grandissant de la noblesse, au détriment de celui de l'État, conduira à sa faiblesse militaire et, pour finir, à sa chute.

En 1572, Sigismond II Auguste Jagellon, dernier roi héréditaire du royaume de Pologne et du grand-duché de Lituanie, était mort sans laisser d'héritier. Ce qui advint ensuite était sans précédent en Europe : la noblesse s'arrogea le droit de choisir le prochain monarque. Dorénavant, la mort ou la déposition du souverain était suivie d'une élection à laquelle tous les membres de la noblesse pouvaient prendre part. Ces élections devinrent des « foires » internationales où les princes étrangers, ou leurs agents, se disputaient la couronne de Pologne, à coups de promesses aux nobles électeurs, telles qu'exemptions fiscales, dispense du service militaire ou encore promesse de freiner le pouvoir grandissant des classes marchandes. En échange, la noblesse tentait d'obtenir du monarque potentiel

qu'il s'engage à défendre les intérêts de la République. Dès lors, la Polono-Lituanie a été gouvernée par une succession hétéroclite de rois élus qui, s'ils parvenaient parfois à éviter le désastre, avaient rarement à cœur l'intérêt de leurs sujets. Le premier, Henri, duc d'Anjou, ne régna que cinq mois avant de quitter le pays en toute hâte pour réclamer la couronne de France. Son successeur, Étienne Báthory, prince de Transylvanie, était également prétendant à la couronne de Hongrie, de sorte que les guerres contre l'Empire ottoman prirent le pas sur la défense des intérêts polonais sur la côte balte. Après la mort de Báthory, en 1586, les deux rois élus suivants étaient issus de la dynastie suédoise des Vasa. Le pays se trouva entraîné, avec la Suède, dans des guerres prolongées, et, pour finir, désastreuses. Pendant ce temps, le Tsarat de Russie gagnait en puissance, de même que les souverains protestants de Suède et les États allemands. Entre 1673 et 1696, le règne de Jan Sobieski sera une période de relative stabilité, malgré d'incessants conflits avec les Turcs. À Jan Sobieski succède l'électeur de Saxe, puis, en 1764, Stanislas Auguste Poniatowski, qui avait été l'un des amants de la Grande Catherine de Russie. Il tentera de mettre en place des réformes pour renforcer le pouvoir de l'État et réduire les privilèges de la noblesse. Mais il était déjà trop tard, d'autant plus que les nobles, acharnés à défendre ce qu'ils considéraient comme leur « république », lui faisaient barrage. Naguère respectée, l'Union polono-lituanienne ne serait plus désormais qu'un pion dans le jeu des intérêts des puissances européennes.

En août 1772, les trois empires qui l'entourent s'entendent pour un premier partage : la Prusse s'empare de la Prusse royale polonaise (qui deviendra la Prusse orientale), la Russie reçoit une partie de la Biélorussie et la Livonie (un territoire qui comprend alors l'essentiel de celui des États baltes d'aujourd'hui), tandis que l'Autriche met la main sur la Galicie. La France et l'Empire ottoman désapprouvent mais n'y peuvent pas grand-chose. D'ailleurs, le démantèlement de la République des Deux Nations les préoccupe moins que la montée en puissance du pouvoir russe. Néanmoins, en renonçant à défendre la République des Deux Nations, ils laissent échapper l'occasion de freiner l'influence grandissante de

la Russie en Europe. Car c'est bien elle qui s'empare de l'essentiel des trente pour cent de territoire perdu par les Polono-Lituanien. Pour la Grande Catherine, l'acquisition territoriale compte moins, toutefois, que le fait que la Prusse et l'Autriche reconnaissent désormais à la Russie un intérêt direct dans les affaires de la République.

Pour une partie de la noblesse polonaise, le choc du partage fut atténué par la prise de conscience des bénéfices qu'une alliance avec les nouveaux maîtres russes pouvait lui procurer. Au sein des élites éclairées cependant, on commença à s'interroger sur les causes de cette humiliation. Dès lors, les choses se déroulèrent toujours selon un même modèle : à la défaite infligée par les États voisins succédaient d'intenses débats relatifs aux causes de la faiblesse intérieure, lesquels conduisaient en général à des projets de réformes. Des insurrections avortées donnaient lieu à de longues périodes d'introspection, puis à la réalisation que l'influence politique de la noblesse avait été détruite. Cette classe, à elle seule, n'avait ni les moyens de réparer l'humiliation du partage, ni ceux de forger une unité nationale : l'indépendance était inconcevable sans l'adoption de lois abolissant les privilèges de la noblesse et garantissant l'égalité.

En même temps, les intellectuels polonais durent se rendre à l'évidence : seule une fin de la coalition entre les puissances associées au partage pourrait permettre la survie et la renaissance du pays. Malheureusement, la Révolution française et la peur de voir les idées révolutionnaires se répandre en Europe ne firent, au contraire, que les souder plus étroitement. La Prusse et l'Autriche, au moment où elles devaient en découdre avec la France révolutionnaire, ne pouvaient que se féliciter de voir la Russie accroître son emprise sur la Pologne. En janvier 1793, la Prusse et la Russie signaient le second partage du pays. La Prusse reçut la ville de Toruń et les régions de Masovie et Wielkopolska (Grande Pologne), tandis que la Russie s'emparait de l'Ukraine, de la Podolie et du reste de la Biélorussie. La noblesse polonaise réagit de diverses façons : certains optèrent pour un exil volontaire. Ils étaient convaincus qu'il valait mieux mener le combat contre les ennemis de la Pologne depuis l'extérieur, depuis la France en particulier, dont le gouvernement

révolutionnaire offrait l'espoir non seulement de vaincre les Prussiens et les Autrichiens, mais encore de renverser les élites au pouvoir et de se débarrasser de l'Ancien Régime. En Pologne même, Tadeusz Kościuszko (1746-1817) prit la tête d'une insurrection. Descendant d'une famille noble appauvrie, Kościuszko avait embrassé la carrière militaire. Après le premier partage, il avait quitté la Pologne pour tenter sa chance en Europe de l'Ouest. Se trouvant en France en 1775, il avait été recruté pour combattre dans la guerre d'indépendance américaine et s'y était distingué. À son retour en Pologne, on l'avait choisi pour prendre la tête du soulèvement national.

Pour la première fois, les rebelles avaient reconnu la nécessité d'aborder la question des inégalités sociales, à commencer par celle de la condition des serfs. Malheureusement, cette première tentative de soulèvement national fut écrasée par la Russie et eut pour effet que les trois puissances voisines se mirent d'accord, en janvier 1795, pour un troisième partage, final, où l'Autriche s'octroya Cracovie et la Małopolska (Petite Pologne), la Prusse Varsovie, les régions qui avaient auparavant fait partie de la Masovie, ainsi que les territoires lituaniens jusqu'au Niémen, tandis que la Russie absorbait ce qui restait de la Lituanie. L'Union polono-lituanienne avait vécu. Dès lors, le combat pour l'indépendance allait se déplacer dans les capitales européennes, où nombre d'insurgés avaient fui les persécutions, avec l'espoir d'y maintenir vivace, parmi les nations, la conscience de l'injustice qu'avaient été les partages. Les exilés allaient désormais évaluer chaque crise européenne à venir dans la perspective unique de savoir si elle offrait une chance de briser le consensus entre l'Autriche, la Prusse et la Russie sur la question polonaise.

Les guerres révolutionnaires et napoléoniennes donnaient de bonnes raisons d'espérer la restauration d'une Pologne indépendante ; mais les Polonais ne voulaient pas se contenter d'attendre que le conflit entre la France et les puissances européennes affaiblisse leurs ennemis. Par divers moyens, ils s'efforcèrent de contribuer directement à l'effort militaire français pour obtenir, en retour, un engagement de la France en faveur de leur indépendance. En 1798, un groupe d'exilés

polonais approcha Napoléon Bonaparte, lui demandant la permission de former une Légion polonaise qui se battrait sous ses ordres. Bonaparte s'empressa d'accepter. Durant toutes les guerres napoléoniennes, des Polonais se battirent ainsi pour la France, même si la plupart des campagnes où ils étaient engagés étaient éloignées de la Pologne. La France soutenait leurs espoirs par de vagues promesses. De fait, Bonaparte ne songeait qu'à profiter des troupes polonaises. Après 1805, les victoires françaises et l'avancée à l'Est encouragèrent les Polonais à croire possible la réalisation de leur rêve. En juillet 1807, la Prusse et la Russie signèrent la paix avec la France par le traité de Tilsit. Devenu empereur, Napoléon s'employa, sans grande conviction, à satisfaire les Polonais en créant un grand-duché de Varsovie, auquel furent ajoutés plus tard des territoires pris à l'Autriche. Au regard de ce qu'ils attendaient, ce bricolage territorial ne fut rien d'autre qu'un os à ronger pour les Polonais qui, imprudemment sans doute, avaient placé de grands espoirs en Napoléon. Reste qu'en 1812, quand la France se lance dans la campagne de Russie, les Polonais sont encore de la partie. La défaite des Français scellera le sort du grand-duché de Varsovie.

Les Polonais mirent tout en œuvre pour gagner Napoléon à leur cause. La contribution à l'effort de guerre ne fut qu'un des moyens utilisés pour induire l'Empereur à se sentir redevable à leur endroit. L'autre fut de jeter dans ses bras une belle Polonaise, au moment où il traversait le territoire polonais, en marche vers la Russie. On avait fait comprendre à la pieuse Marie Walewska (1786-1817) qu'il était de son devoir de patriote de céder à Napoléon pour l'attacher à la cause polonaise. Ce qui n'empêcha pas Napoléon de se jouer des Polonais en créant un grand-duché de Varsovie fantoche, sans commune mesure avec ce qu'ils avaient espéré. L'Empereur comptait sur leurs troupes mais s'arrangea toujours pour qu'elles combattent en ordre dispersé et ne se retrouvent jamais ensemble à affronter les Russes. C'est ainsi que les troupes polonaises se virent engagées en Espagne, ou encore en Haïti pour réprimer une révolte d'esclaves. Marie Walewska donna un fils à Napoléon, ce qui n'empêcha nullement ce dernier d'épouser ensuite la fille de l'empereur d'Autriche.

En 1814, les vainqueurs de Napoléon se retrouvent à Vienne pour décider du sort de son empire et notamment de celui réservé au grand-duché de Varsovie. Après quelques ajustements territoriaux on en fera un nouveau royaume de Pologne, à l'indépendance des plus théoriques puisque le tsar de Russie en deviendra le roi. Quand bien même il avait été entendu que la Pologne du Congrès, comme ce royaume fut désigné, serait, nominalement, un État indépendant, les tsars successifs n'auront jamais la moindre intention de laisser les Polonais décider de leur sort. Une fois de plus, ce fut l'entente des trois empires vainqueurs qui permit à la Russie de peser d'un poids toujours plus lourd sur le pays. Les souverains de Prusse, d'Autriche et de Russie avaient chacun de bonnes raisons de craindre la propagation des idéaux de la révolution, et surtout la demande d'une réforme constitutionnelle libérale. Ils étaient unis par une même détermination à restaurer partout l'ordre ancien. À leurs yeux, les nationalistes polonais, qui s'étaient nourris des idées progressistes venues de France, étaient donc clairement subversifs. Du coup, même si ni l'Autriche ni la Prusse ne voulaient d'une influence accrue de la Russie à l'Ouest, elles n'en étaient pas moins soulagées de voir le tsar brimer le nationalisme polonais. Celui-ci, pourtant, allait se renforçant. Les puissances bénéficiaires du partage administraient à leur guise leur part respective de la Pologne. Elles ne manquaient toutefois pas de s'entraider si un soulèvement dans l'une des régions menaçait la stabilité des deux autres. À la suite du congrès de Vienne, l'Europe était en proie à de violents soubresauts. En dépit de leur volonté de réprimer les idées libérales, les gouvernements se montraient incapables d'empêcher le développement d'organisations révolutionnaires radicales. Les réfugiés politiques polonais, convaincus que la chute des monarchies absolues ne pouvait qu'être bénéfique à leur cause, étaient de toutes les révolutions : à Paris, à Vienne, dans le Piémont. Pendant ce temps, dans les territoires de l'ancienne Pologne, la lutte contre la domination étrangère se poursuivait. Les soulèvements de novembre 1830 et de janvier 1863 seront les plus fameux, mais aussi les plus préjudiciables à la cause polonaise : tous deux échouèrent désastreusement à bouter les Russes hors de Pologne.

Le soulèvement de novembre 1830 avait été lancé par de jeunes officiers. La plupart d'entre eux appartenaient à l'une ou l'autre des sociétés secrètes ou des loges maçonniques alors très en vogue parmi les étudiants et dans le corps des officiers. Dans l'ensemble, leurs aînés ne voyaient pas d'un bon œil les plans des jeunes gens ; de fait, ils commencèrent par ne pas soutenir les combats qui avaient éclaté dans les rues de Varsovie au soir du 29 novembre 1830. La tentative d'assassiner le frère du tsar avait échoué, mais le combat contre les troupes russes stationnées à Varsovie s'était intensifié. Péchant par optimisme, les jeunes gens pensaient que le contexte international leur était favorable : la révolution de Juillet à Paris, des événements du même genre en Belgique laissaient croire que les forces progressistes étaient sur le point de l'emporter en Europe et qu'elles reconnaîtraient sûrement le droit des Polonais à disposer d'eux-mêmes. Quand le Sejm (le Parlement polonais, initialement toléré par les Russes), grisé par les premiers succès remportés sur les unités russes stationnées à Varsovie, proclama l'indépendance de la Pologne, le tsar Nicolas I<sup>er</sup> ordonna l'intervention de l'armée. Au mois de septembre 1831, le soulèvement était maté. Les représailles furent brutales. L'espoir des insurgés de voir la Prusse profiter des difficultés de la Russie, et peut-être les aider, se révéla vain. La France et l'Angleterre se bornèrent à exprimer leur soutien moral, mais n'entreprirent rien pour empêcher les représailles. L'erreur capitale avait été de croire que l'annonce de la tentative d'assassinat contre le frère du tsar allait provoquer un soulèvement en masse des Polonais. Les paysans accueillirent la nouvelle dans l'indifférence, de même que la plupart des citadins.

La vague révolutionnaire qui balaya l'Europe dans les années 1848-1849 allait une nouvelle fois encourager les Polonais à croire que la situation internationale était assez explosive pour justifier une nouvelle tentative. Dans nombre de capitales européennes, les exilés polonais se battaient pour les réformes constitutionnelles et l'extension du droit de vote, même si ces réformes ne concernaient en rien la question polonaise. Ils parlaient de l'idée que des gouvernements vraiment représentatifs seraient acquis à la cause d'une Pologne indépendante. Ils se trompaient : les libéraux allemands et autrichiens s'avèrent

aussi peu enclins à envisager la liberté pour les Polonais que ne l'avaient été les conservateurs.

Pendant la guerre de Crimée (1853-1856), la question polonaise refit surface sur la scène internationale, cette fois du fait de l'Empire ottoman, et de sa volonté exprimée de soutenir la cause polonaise dans l'espoir d'affaiblir la Russie. Quelques années plus tôt, des Polonais qui avaient dû fuir la Pologne à la suite des révolutions de 1848 y avaient trouvé asile. Pendant le conflit, ils s'étaient efforcés de contribuer directement à l'effort de guerre de l'Empire ottoman pour obtenir que la restauration d'une Pologne indépendante fût inscrite au nombre de ses buts de guerre. Une fois la guerre terminée, cela ne s'était pas produit : aucune des puissances européennes, et surtout pas l'Empire ottoman, ne souhaitait en effet prolonger le conflit avec la Russie. On oublia la Pologne.

En janvier 1863, un nouveau soulèvement se produisit en Pologne russe. Plus que jamais auparavant, les insurgés lièrent indépendance nationale et réformes politiques. Ils voulaient non seulement chasser les Russes et réunifier leurs territoires, mais aussi s'attaquer à ces questions difficiles qu'étaient le servage et l'émancipation des Juifs. S'ils étaient très conscients de la nécessité que le soulèvement soit celui de la nation tout entière, ils savaient aussi l'importance de s'assurer un soutien international. Il sembla d'abord qu'ils y étaient parvenus. Au moment où les troupes russes étaient entrées en Pologne, les gouvernements français, anglais et autrichien avaient protesté. Le Vatican protesta lui aussi vigoureusement, songeant à l'avantage qu'il pouvait y avoir à soutenir la cause des Polonais catholiques contre le gouvernement russe orthodoxe. Mais l'opposition demeura purement verbale : on laissa la Russie écraser l'insurrection, tandis que la Prusse assurait les Russes de sa non-intervention. Otto von Bismarck, le Premier ministre prussien, n'avait pas la moindre intention d'encourager les Polonais. Il avait au contraire décidé d'intégrer plus étroitement ses propres sujets polonais à la Prusse. Lorsque le soulèvement s'effondra, les représailles furent aussi féroces qu'on pouvait s'y attendre. Les derniers vestiges d'autonomie furent abolis dans la Pologne du Congrès, qui fut de surcroît

soumise à un processus de russification visant à détruire la langue et la culture polonaises.

Les années passant, une conscience nationale polonaise commune se développait, quand bien même les puissances qui s'étaient partagé la Pologne y menaient, chacune dans sa portion de territoire, une politique distincte. Les régions sous administration prussienne étaient soumises à une politique de germanisation destinée à éradiquer toute trace de culture polonaise. L'État prussien finançait l'achat de terres polonaises pour encourager la colonisation germanique. Conséquence inattendue : les paysans polonais s'en trouvèrent incités à améliorer leurs rendements, et à pratiquer une agriculture de meilleure qualité. La Pologne du Congrès était, elle, industrialisée et profitait de son intégration dans le vaste Empire russe. Quant aux territoires sous domination autrichienne, ils présentaient une image très différente : les droits politiques de la population polonaise y étaient garantis et s'exerçaient au sein d'assemblées locales, mais ces territoires étaient, en même temps, laissés à eux-mêmes sur le plan économique. La Pologne autrichienne vivait encore au rythme d'une vie rurale dominée par les grands propriétaires terriens. Ces territoires étaient donc unis par une même langue et une même culture, mais il n'existait rien qui ressemblât à une économie ou à une infrastructure communes, chaque région connaissant un développement distinct. Ces différences provoquèrent de nouvelles réflexions quant à la possibilité même et aux modalités d'un rétablissement de l'indépendance de la Pologne. Au sein de la noblesse polonaise vivant sous domination russe et autrichienne, comme parmi les entrepreneurs et les industriels de la zone russe, se trouvaient des gens qui en appelaient à la fin des soulèvements. Ils soutenaient que la prospérité économique était liée à la stabilité politique et que les Polonais auraient tout à gagner à coopérer avec les gouvernements du partage. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, tant le mouvement socialiste naissant que le récent mouvement nationaliste s'entendaient sur la nécessité de poursuivre les réformes économiques aussi bien que politiques, même si les nationalistes voulaient concentrer les efforts sur la défense de la nation et subordonnaient les réformes politiques à la lutte pour l'indépendance. Les

socialistes polonais, en particulier ceux qui vivaient sous la coupe du régime russe, considéraient la révolution comme une priorité. Ils se disputaient toutefois sur la question de l'importance que le combat pour une Pologne indépendante pouvait avoir pour la cause socialiste. Le fait que Karl Marx et la I<sup>re</sup> Internationale avaient condamné le partage de la Pologne laissait augurer que le mouvement européen des travailleurs soutiendrait vraisemblablement les Polonais dans la quête de leur indépendance.

La destruction de la Pologne et l'échec de toutes les tentatives entreprises pour réparer cette tragédie avaient induit chez les Polonais une vision particulière de leur histoire et coloré leur vie culturelle. Le quotidien était dominé par un sentiment de perte et par une lutte constante pour préserver la culture originelle. Il s'ensuivait que la littérature, la musique et la peinture étaient surchargées d'images évoquant l'indépendance passée, tandis que l'avenir était appréhendé avec pessimisme. Dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le classicisme avait cédé le pas au romantisme et à ce que certains ont appelé le romantisme polonais, dans la poésie en particulier. Adam Mickiewicz (1798-1855) et Juliusz Słowacki (1809-1849) sont les meilleurs exemples de ce style, empreint de pathétique, de peine et de nostalgie, inextricablement lié aux dilemmes nés de la tragédie nationale. Les écrivains, comme les peintres, éprouvaient le besoin de réexaminer le passé. Certains cherchaient à comprendre pourquoi la Pologne était asservie, d'autres puisaient inspiration et encouragement dans le passé. La Polono-Lituanie avait beau ne plus être, l'existence de la nation polonaise était réaffirmée par des œuvres qui faisaient revivre les événements marquants de son histoire. Parmi les écrivains, Henryk Sienkiewicz (1846-1916), dont les grands romans historiques évoquaient les glorieux faits d'armes et les grands événements du passé, était le meilleur exemple de ce parti pris. Dans ses livres, la noblesse et ses exploits étaient présentés comme l'expression de la véritable identité polonaise. Peu importait que la vérité historique y fût écornée et simplifiée à l'excès, Sienkiewicz voulait encourager la jeunesse en lui montrant que le caractère de la nation avait été forgé par des actions d'éclat.

Dans le domaine des beaux-arts, aucun artiste n'a égalé la production de Jan Matejko (1838-1893), dont les toiles laissaient peu de place à l'imagination. Elles exposaient batailles et événements au cours desquels s'affrontaient le Bien et le Mal et où l'on voyait triompher la grandeur polonaise. Par leur taille, leur caractère dramatique, ses tableaux voulaient commémorer les événements qui avaient déterminé le cours de l'histoire et condamner ceux qui avaient trahi la nation. Artur Grottger (1837-1867) peignait, lui, dans un style très différent : mélancoliques, capables d'arracher des larmes aux spectateurs, ses toiles illustraient le coût humain de l'échec du soulèvement de Janvier. Un art dominé par les thèmes de l'exil et de la perte.

Cependant, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'obsession des tragédies nationales, la glorification de la république aristocratique, le recours au passé pour entretenir la flamme patriotique commencèrent à reculer devant de nouveaux courants, qui prenaient en compte les changements historiques majeurs nés de l'industrialisation et de l'émergence de nouveaux groupes sociaux. Pour leurs tenants, il fallait donner priorité à une réforme de l'éducation, au progrès social, à l'amélioration du sort des paysans et à l'industrialisation. Ainsi les écrits d'un Stefan Żeromski (1864-1925) évoquaient-ils les conséquences de l'industrialisation, l'échec des soulèvements et le prix qu'ils avaient coûté au peuple. Comme un certain nombre d'auteurs, il soutenait que le monde paysan était le cœur véritable de la nation, suggérant que la noblesse ne s'intéressait qu'à elle-même. Pour d'autres, ce rôle était tenu par les ouvriers en qui ils voyaient une aristocratie du travail. Quoi qu'il en soit, il était frappant de voir combien l'histoire et la question nationale dominaient l'expression artistique dans son ensemble. Il semblait que chaque artiste était tenu de faire de ces thèmes l'objet principal de sa création.

Dans la zone sous domination russe, et surtout après le soulèvement de Janvier et sa très sévère répression, il n'y avait plus d'espace public pour l'expression culturelle. Concerts, lectures de poésie, représentations théâtrales se tenaient dans des lieux privés ; les pièces pour piano et les valse de Frédéric Chopin (1810-1849) s'y prêtant particulièrement bien. La censure russe ne visait pas seulement les textes imprimés, mais également les

performances musicales. Les censeurs voyaient, à juste titre, toutes les formes de créativité comme une tentative de faire perdurer le sens d'une unité nationale, d'une cohésion qui transcendait les frontières des trois empires. Parallèlement, les Polonais en exil, très politisés, maintenaient les liens avec leurs compatriotes vivant sous la férule étrangère.

Dans la nuit du 8 au 9 février 1904, le Japon attaquait la base navale russe de Port-Arthur, sur la côte de Mandchourie. La guerre qui s'ensuivit vit la déconfiture de la flotte russe et l'Empire humilié : c'était la première défaite infligée à une puissance européenne par un pays asiatique. Il en résulta des troubles au sein de l'Empire et une exacerbation des tensions, tant dans les campagnes que dans les villes. Contre son gré, le tsar Nicolas II dut finalement se résoudre à mettre fin à la guerre contre le Japon pour permettre à l'armée de revenir mater ces troubles, qui n'avaient pas manqué d'affecter aussi la Pologne. La guerre prit officiellement fin le 5 septembre 1905, par la signature du traité de Portsmouth. Le Japon y infligeait des conditions humiliantes à la Russie. Les Polonais virent dans la guerre russo-japonaise et la révélation éclatante de l'impuissance russe le moment tant attendu. Deux leaders nationalistes polonais, Roman Dmowski et Józef Piłsudski se rendirent alors à Tokyo pour demander un soutien japonais. Leur mission fut un échec. (Voir chapitre III.)

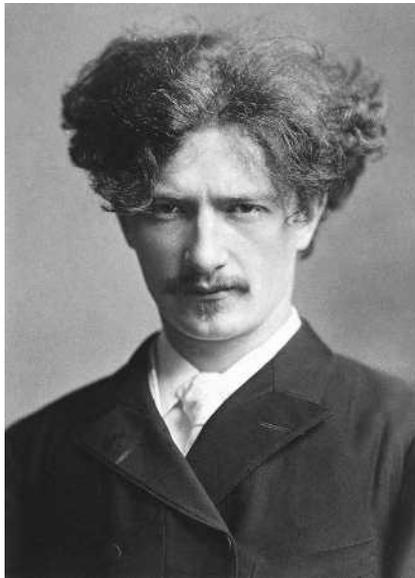
La nouvelle crise européenne qui parut prometteuse aux Polonais se produisit en 1908, quand l'Autriche-Hongrie occupa la Bosnie-Herzégovine, provoquant un surcroît de tension dans les Balkans. Le premier concerné était l'Empire ottoman, qui y vit une attaque délibérée contre sa position, déjà chancelante, dans la région. Mais l'Angleterre, la France et la Russie suivaient aussi de près ce qui se passait dans la région. La manœuvre autrichienne, de peu de signification au premier abord, portait cependant en germe une nouvelle lutte de pouvoir entre puissances européennes, du fait que les Ottomans étaient sur le point d'être chassés d'Europe. La scène semblait dressée pour un nouveau conflit international, dont les Polonais espéraient bénéficier ; et ils étaient cette fois mieux préparés pour tirer parti d'un remaniement de l'équilibre des forces en Europe. Les organisations clandestines

polonaises et leurs chefs avaient tiré les leçons des insurrections passées et pensaient désormais savoir comment profiter d'une désagrégation du consensus international en Europe pour assurer l'indépendance de la Pologne.

Dans les régions tenues par les Russes et les Allemands, où les mesures antipolonaises étaient les plus répressives, l'appel à se préparer au combat fut reçu avec enthousiasme. Dans chacun des trois empires, des partis politiques polonais de diverses couleurs s'étaient formés. Ils avaient commencé à lancer des propositions concernant la manière de s'assurer l'indépendance et la forme à donner au nouvel État. Ceux d'entre eux qui estimaient que l'on pouvait convaincre les trois puissances occupantes d'accorder son autonomie à la Pologne se heurtaient à ceux qui, soulignant le renforcement plutôt que l'affaiblissement de la répression, appelaient à la préparation d'une action militaire. Avant 1914, c'est le parti national-démocrate de Roman Dmowski qui avait le vent en poupe, tandis que les socialistes et le parti paysan tenaient leurs positions.

Après 1908, Dmowski prêchera la réconciliation entre Polonais et Russes, arguant que la plus grande menace pour le nationalisme polonais venait de l'Allemagne. Mais le socialiste Piłsudski estimait au contraire que les Polonais devaient d'abord se préparer à se battre pour leur indépendance et que celle-ci serait obtenue par une participation militaire directe à la guerre européenne, qui paraissait inéluctable. Les deux leaders observaient attentivement la situation internationale, à l'affût d'une occasion que les Polonais pourraient exploiter à leur profit. En 1914 cependant, rien ne permettait d'envisager que même un seul des trois empires aurait été disposé à céder volontairement sa part du territoire polonais et à tolérer une restauration de la Pologne sur la carte de l'Europe. C'est bien pourquoi tous les plans élaborés à cette fin présupposaient nécessairement l'effondrement de l'équilibre des forces existant.





Ignace Paderewski vers 1890.

PREMIÈRE PARTIE  
LA VIE ET LE PAYS



## Ignace Paderewski

Ignace Jan Paderewski est né le 6 novembre 1860 à Kuryłówka, une ville de province de Podolie. Attachée à l'origine au grand-duché de Lituanie, la région avait ensuite été annexée par le royaume de Pologne. Au fil des partages, la Podolie avait été divisée entre la Russie et l'Autriche. Paderewski était né et avait grandi sous la férule russe. Son père était intendant d'un domaine et sa mère, dont il était le fils unique, était morte peu après sa naissance. La population de Podolie avait toujours été très mélangée. Les propriétaires des grands domaines étaient généralement polonais, tandis que la population rurale était largement ukrainienne et que la communauté juive résidait principalement dans les petites villes, où il lui arrivait même d'être majoritaire.

Jusqu'à son départ pour Varsovie, à l'âge de douze ans, le jeune Ignace avait été éduqué à la maison. Dans le cercle étroit des propriétaires polonais que fréquentait son père, le traumatisme causé par l'échec du soulèvement de janvier 1863 et la répression russe qui l'avait suivi était encore vivace. Il était difficile d'échapper à l'atmosphère générale de tristesse et de découragement. Le père du jeune garçon, accusé d'avoir prêté main-forte à l'insurrection, avait été emprisonné pendant un an. Une telle expérience n'était pas rare, et il s'en était plutôt bien tiré : plusieurs habitants du lieu avaient en effet été envoyés en Sibérie pour y avoir participé. Le sens de la

tragédie nationale était sans doute avivé par le fait que Babiński, le tuteur d'Ignace, avait participé au précédent soulèvement, en novembre 1830, et avait dû s'exiler. À son retour en Pologne, en 1868, il était entré au service du père d'Ignace.

Jusqu'alors, l'enseignement musical d'Ignace avait été des plus sommaires. Il devait écrire, des années plus tard : « Mon

premier professeur, le violoniste Runowski, ne connaissait rien à la technique du piano. Sowiński, qui lui a succédé, n'était pas non plus très au fait de la technique du piano, si bien qu'il ne pouvait rien m'apprendre. Ils étaient aussi mauvais l'un que l'autre<sup>2</sup>. » Babiński lui enseigna le polonais et le français et lui procura des leçons de musique

**« À l'âge de trois ans, j'ai commencé à jouer avec un doigt, à l'aide d'un petit doigt j'essayais de retrouver les mélodies – et quand j'ai eu quatre ans, j'ai commencé à utiliser tous mes doigts. Telle était alors, à cet âge, toute ma science musicale. »**

IGNACE PADEREWSKI<sup>1</sup>

dignes de ce nom. À la maison régnait une atmosphère empreinte de sentiments patriotiques, exacerbés par le rappel, constamment asséné aux enfants et aux jeunes gens, des hauts faits du passé, du temps que le royaume de Pologne régnait encore sur l'Europe centrale. En 1870, la guerre entre la France et la Prusse avait, pour un bref instant, fait espérer un retournement de fortune en faveur de la Pologne. Il était généralement admis que la France était l'alliée de la Pologne et que sa victoire sur la Prusse allait détruire le consensus entre les trois puissances occupantes. Il n'en fut rien : ce fut la Prusse qui battit la France.

En 1872, Ignace fut envoyé au conservatoire de musique de Varsovie. Malgré son jeune âge, il avait déjà une très haute opinion de ses propres talents musicaux. Dans sa petite ville de province, on avait encouragé le garçon, musicalement doué, à croire à une haute destinée. Une opinion que peu de ses professeurs de la capitale partageaient, notant surtout sa technique défectueuse et son peu d'assiduité. Ignace se révéla un étudiant difficile et fut même provisoirement expulsé pour

---

1. Ignace Paderewski & Mary Lawton, *The Paderewski Memoirs*, Londres, Collins, 1939, p. 23.

2. *Ibid.*, p. 36.